

ROYAUME DE BELGIQUE

-----

Avis 47.208/2  
DU 12 OCTOBRE 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION  
DU CONSEIL D'ÉTAT

-----

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 16 septembre 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant les modalités du tirage spécial du Lotto, appelé «Super Lotto», et du tirage spécial du Joker, appelé «Super Joker», organisés le vendredi 13 novembre 2009", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

### Examen du projet

#### Dispositif

#### Article 5

L'article 12 du projet énonce notamment que : "Après paiement de sa mise, lequel s'effectue en espèces ou par tout autre moyen de paiement agréé par la Loterie Nationale, le participant reçoit un ticket de jeu délivré par l'imprimante connectée au terminal."

L'article 14 du projet énonce que : "La participation n'est effective que si les éléments de participation figurant sur le ticket de jeu ont été, avant le tirage concerné, retranscrits sur un support informatique par la Loterie Nationale."

Ainsi l'alinéa 2 de l'article 5 en projet, rédigé comme suit : "Les éléments apportés sur les bulletins par les participants n'ont qu'une valeur indicative et ne constituent pas une preuve de participation", paraît dépourvu de toute portée normative et doit être omis <sup>1</sup>.

---

<sup>(1)</sup> Voir en ce sens l'observation formulée sous l'article 7 dans l'avis 37.323/2/V, donné le 2 septembre 2004, sur le projet devenu l'arrêté royal du 7 septembre 2004 fixant la forme et les modalités générales de la loterie publique "Euro Millions" organisée par la Loterie Nationale.

### Article 11

L'alinéa 2, 3/, ne détermine pas avec suffisamment de précision la forme du jeu qu'il appartient pourtant au Roi de fixer sur la base des articles 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et 6, § 1<sup>er</sup>, 1/, de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale.

### Article 13

Au paragraphe 5, il y a lieu de prévoir également l'hypothèse où la raison ayant empêché la délivrance du ticket prépayé empêche également la délivrance du ticket d'annulation.

### Article 14

1. À l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "et fait foi en cas de contestation" seront omis, car il n'appartient pas au Roi de modifier les règles légales relatives à la force probante <sup>2</sup>.

2. L'alinéa 2 doit être omis, car il n'appartient pas au Roi d'édicter une règle tendant à rappeler le droit commun en matière de responsabilité civile ou d'y déroger.

### Article 15

L'alinéa 1<sup>er</sup> prévoit que le tirage est effectué, au choix de la Loterie Nationale, au moyen de tous supports physiques, électroniques ou informatiques.

---

<sup>(2)</sup> Voir avis 37.323/2/V donné le 2 septembre 2004 sur le projet devenu l'arrêté royal du 7 septembre 2004 fixant la forme et les modalités générales de la loterie publique "Euro Millions" organisée par la Loterie Nationale.

L'alinéa 2 en projet précise uniquement les modalités d'un tirage au moyen d'un tambour, c'est-à-dire au moyen d'un support physique. Ainsi, le projet ne fixe pas à suffisance les modalités générales d'un tirage au moyen de tous supports électroniques ou informatiques.

Or, en vertu, de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 19 avril 2002 précitée c'est le Roi qui fixe les formes et les modalités générales des loteries publiques que la Loterie Nationale est chargée d'organiser. L'élaboration des modalités d'exécution est par contre confiée, en vertu de l'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, au comité de direction.

Partant, il convient soit de compléter le projet soit d'omettre les mots "électroniques ou informatiques" à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 15 du projet.

Cette observation vaut également pour l'article 23 du projet qui concerne le tirage du "Super Joker".

#### Article 26

L'alinéa 2 prévoit qu'en cas de report du tirage, le délai de vingt semaines pendant lequel les lots sont payables, court à compter de la date initialement fixée.

L'alinéa 3 prévoit qu'en cas de tirage complémentaire ayant eu lieu à une date postérieure à celle du tirage interrompu, le délai pour le paiement des lots court à compter de la date du tirage interrompu.

La section de législation n'aperçoit pas ce qui pourrait justifier que le délai pour le paiement des lots ne débute pas, dans chacune des hypothèses, au moment du tirage définitif. À tout le moins, le projet gagnerait à prévoir un délai minimum pendant lequel les gains seront payables. En effet, tel que l'alinéa 2 est rédigé, le projet pourrait aboutir à ce que les gains ne soient payables que pendant une période très courte, si le tirage était reporté à une date ultérieure relativement éloignée de la date initialement fixée, voire que le délai soit expiré au moment du tirage ou du tirage complémentaire.

### Article 28

L'alinéa 4 dispose que "Toute réclamation doit être accompagnée du ticket de jeu au dos duquel le participant inscrit ses nom, prénom et adresse." L'auteur du projet est invité à examiner s'il n'est pas souhaitable d'assurer au réclamant une protection en cas de perte de ce billet à l'occasion de la réclamation. Il pourrait, par exemple, s'inspirer de la "reconnaissance en faveur du porteur du ticket" prévue à l'article 31, alinéa 1<sup>er</sup>, 1/, de l'arrêté en projet <sup>3</sup>.

### Article 29

Les mots "dont la responsabilité de la parfaite exécution des opérations leur incombant ne peut nullement être imputée à la Loterie Nationale" doivent être omis : comme déjà mentionné, il n'appartient pas au Roi d'édicter une règle tendant à rappeler le droit commun en matière de responsabilité civile ou d'y déroger.

### Article 30

1. L'alinéa 6 ne peut pas prévoir que "seuls font foi" les résultats des tirages constatés par l'huissier de justice, l'administrateur délégué ou son délégué : comme déjà mentionné, il n'appartient pas au Roi de modifier les règles légales relatives à la force probante. L'auteur du projet devra adapter cet alinéa pour n'y prévoir que la rédaction d'un procès verbal.

2. Il y a lieu d'omettre, à l'alinéa 7, le mot "autre" qui peut induire le lecteur en erreur. En effet, l'administrateur délégué ou son délégué sont également compétents en ce qui concerne les incidents, lors d'un tirage, expressément prévus par cet article.

---

<sup>(3)</sup> Voir en ce sens l'avis 32.415/4 donné le 12 novembre 2001 sur le projet devenu l'arrêté royal du 15 janvier 2002 concernant les modalités d'émission de la loterie à billets, appelée "WIN FOR LIFE", loterie publique organisée par la Loterie Nationale.

### Article 31

1. Il n'appartient pas au Roi d'exclure les recours juridictionnels. Afin d'éviter tout doute à ce sujet, il convient, à l'alinéa 2, d'ajouter les mots ", sous réserve des recours juridictionnel," entre les mots "aucune réclamation" et "ne sera acceptée".

2. Le dernier alinéa, qui interdit la participation aux mineurs d'âge, est sans rapport logique direct avec les autres alinéas. Il y a lieu d'en faire un nouvel article distinct.

### Article 35

L'exécution de l'arrêté en projet doit être assurée au-delà des changements de ministres ou de répartition des attributions. L'article d'exécution doit dès lors être rédigé comme suit :

"Le ministre qui a la Loterie Nationale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté."

-----

La chambre était composée de

|           |                       |                       |
|-----------|-----------------------|-----------------------|
| Messieurs | Y. KREINS,            | président de chambre, |
|           | P. VANDERNOOT,        | conseillers d'État,   |
| Mesdames  | M. BAGUET,            |                       |
|           | A.-C. VAN GEERSDAELE, | greffier.             |

Le rapport a été présenté par M. Y. DELVAL, auditeur adjoint.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË  
-----

ADVIES 47.208/2  
VAN 12 OKTOBER 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE  
-----

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 16 september 2009 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de voorwaarden voor de speciale trekking van de Lotto, genaamd «Super Lotto», alsook voor de speciale trekking van de Joker, genaamd «Super Joker», die worden georganiseerd op vrijdag 13 november 2009", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### Onderzoek van het ontwerp

#### Dispositief

#### Artikel 5

Artikel 12 van het ontwerp luidt inzonderheid als volgt : "Nadat de deelnemer zijn inzet heeft betaald, hetzij in speciën, hetzij door middel van om het even welk ander door de Nationale Loterij erkend betaalmiddel, ontvangt hij een deelnemingsticket dat wordt afgeleverd door de met de terminal verbonden printer."

Artikel 14 van het ontwerp bepaalt het volgende : "De deelneming is pas echt geldig wanneer de op het deelnemingsticket vermelde deelnemingsgegevens door de Nationale Loterij vóór de trekking werden weggeschreven op een gegevensdrager."

Aldus lijkt het tweede lid van het ontworpen artikel 5, dat luidt als volgt : "De gegevens die door de deelnemers op de formulieren worden aangebracht, hebben een louter indicatieve waarde en vormen geen bewijs van deelneming", geen regelgevende kracht te hebben en dient het te vervallen <sup>1</sup>.

---

<sup>(1)</sup> Zie in dat verband de opmerking onder artikel 7 in advies 37.323/2/V, gegeven op 2 september 2004, over een ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het koninklijk besluit van 7 september 2004 tot bepaling van de vorm en de algemene voorwaarden van de door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterij «Euro Millions».

### Artikel 11

In het tweede lid, 3/, wordt de vorm van het spel niet voldoende nauwkeurig bepaald, terwijl de Koning die nochtans dient vast te stellen op grond van de artikelen 3, § 1, eerste lid, en 6, § 1, 1/, van de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij.

### Artikel 13

In paragraaf 5 dient eveneens de hypothese aan bod te komen waarbij om eenzelfde reden niet alleen het vooraf betaalde ticket, maar eveneens het annuleringsticket niet afgeleverd kan worden.

### Artikel 14

1. In het eerste lid dienen de woorden "en geldt bij betwisting als bewijs" te vervallen, aangezien het niet de Koning toekomt om de wettelijke bepalingen betreffende de bewijskracht te wijzigen <sup>2</sup>.

2. Het tweede lid moet vervallen aangezien het de Koning niet toekomt om een regel uit te vaardigen waarmee herinnerd wordt aan het gemeen recht inzake de burgerrechtelijke aansprakelijkheid of waarmee ervan wordt afgeweken.

### Artikel 15

In het eerste lid wordt bepaald dat de trekking geschiedt, naar keuze van de Nationale Loterij, met om het even welk fysisch, elektronisch of computerhulpmiddel.

---

<sup>(2)</sup> Zie advies 37.323/2/V, gegeven op 2 september 2004, over een ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het koninklijk besluit van 7 september 2004 tot bepaling van de vorm en de algemene voorwaarden van de door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterij «Euro Millions».

In het ontworpen tweede lid worden enkel de nadere regels bepaald van een trekking door middel van een trekkingstrommel, met andere woorden met behulp van een fysieke drager. Aldus worden in het ontwerp de algemene voorwaarden van een trekking met behulp van om het even welk elektronisch of computerhulpmiddel niet op afdoende wijze vastgesteld.

Krachtens artikel 3, § 1, eerste lid, van de voornoemde wet van 19 april 2002 bepaalt de Koning echter de vormen en de algemene regels van de openbare loterijen met de organisatie waarvan de Nationale Loterij belast is. De uitwerking van de uitvoeringsregels wordt daarentegen krachtens artikel 11, § 1, van diezelfde wet, opgedragen aan het directiecomité.

Bijgevolg is het aangewezen hetzij het ontwerp aan te vullen, hetzij de woorden "om het even welk fysisch, elektronisch of computerhulpmiddel" in het eerste lid van artikel 15 van het ontwerp te vervangen door de woorden "om het even welke fysieke drager".

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 23 van het ontwerp dat betrekking heeft op de "Super Joker"-trekking.

#### Artikel 26

In het tweede lid wordt bepaald dat, wanneer de trekking wordt uitgesteld, de termijn van twintig weken gedurende welke de loten betaalbaar zijn, begint te lopen vanaf de oorspronkelijk vastgelegde datum.

In het derde lid wordt bepaald dat, wanneer een bijkomende trekking plaatsheeft op een latere datum dan de datum van de onderbroken trekking, de termijn voor de betaling van de loten begint te lopen vanaf de datum van de onderbroken trekking.

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarom de termijn voor de betaling van de loten, in elk van de voornoemde gevallen, niet begint te lopen vanaf de definitieve trekking. Het verdient alleszins aanbeveling om in het ontwerp in een minimumtermijn te voorzien gedurende welke de winst betaalbaar is. Zoals het tweede

.../...

lid thans is gesteld kan het ontwerp er immers toe leiden dat de winst slechts gedurende een zeer korte periode betaalbaar is, wanneer de trekking uitgesteld wordt tot een latere datum die relatief ver verwijderd is van de oorspronkelijk vastgestelde datum, of zelfs dat de termijn reeds verstreken is op het ogenblik van de trekking of van de bijkomende trekking.

#### Artikel 28

In het vierde lid wordt het volgende bepaald : "Elke klacht moet vergezeld gaan van het deelnemingsticket. Op de keerzijde van het deelnemingsticket moet de deelnemer zijn naam, voornaam en adres vermelden". De steller van het ontwerp wordt verzocht na te gaan of het niet raadzaam zou zijn ervoor te zorgen dat de indiener van een klacht beschermd is als het bij de klacht gevoegde biljet zoek raakt. Hij zou zich bij voorbeeld kunnen laten leiden door het "bewijs van afgifte" dat de houder van het deelnemingsticket ontvangt zoals bepaald in artikel 31, eerste lid, 1/, van het ontworpen besluit <sup>3</sup>.

#### Artikel 29

De woorden "Zij dragen de verantwoordelijkheid voor de vlekkeloze uitvoering van de verrichtingen. Deze verantwoordelijkheid kan in geen enkel geval op de Nationale Loterij worden afgewenteld" dienen te vervallen : zoals reeds gesteld komt het de Koning niet toe een regel uit te vaardigen waarmee herinnerd wordt aan het gemeen recht inzake de burgerrechtelijke aansprakelijkheid of waarmee ervan wordt afgeweken.

---

<sup>(3)</sup> Zie in dat verband advies 32.415/4, gegeven op 12 november 2001, over het ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het koninklijk besluit van 15 januari 2002 betreffende de wijze van uitgifte van de loterij met biljetten, «WIN FOR LIFE» genaamd, een openbare loterij georganiseerd door de Nationale Loterij.

### Artikel 30

1. In het zesde lid mag niet worden bepaald dat "de enige geldige trekkingsresultaten" de resultaten zijn die worden vastgesteld door de gerechtsdeurwaarder, de gedelegeerd bestuurder of diens vertegenwoordiger : zoals reeds gesteld komt het de Koning niet toe om de wettelijke bepalingen betreffende de bewijskracht te wijzigen. De steller van het ontwerp dient dat lid aan te passen teneinde daarin enkel te voorzien in de opstelling van een proces-verbaal.

2. In het zevende lid dient het woord "ander" te worden geschrapt, aangezien het de lezer op een dwaalspoor kan brengen. De gedelegeerd bestuurder of zijn vertegenwoordiger zijn immers eveneens bevoegd wat betreft de incidenten tijdens een trekking die uitdrukkelijk beschreven worden in dit artikel.

### Artikel 31

1. Het komt de Koning niet toe de jurisdictionele beroepen uit te sluiten. Teneinde elke twijfel in dat verband te vermijden zou het beter zijn om in het tweede lid de woorden ",onder voorbehoud van de jurisdictionele beroepen," toe te voegen tussen de woorden "Geen enkel bezwaar" en "wordt aanvaard".

2. Het laatste lid, waarin minderjarigen verboden wordt deel te nemen, heeft geen enkel rechtstreeks logisch verband met de overige leden. Er behoort van dat lid een nieuw onderscheiden artikel te worden gemaakt.

Artikel 35

De uitvoering van het ontworpen besluit moet gewaarborgd blijven over de wisseling van ministers of de verdeling van bevoegdheden heen. De uitvoeringsbepaling moet derhalve als volgt worden geredigeerd :

"De minister bevoegd voor de Nationale Loterij is belast met de uitvoering van dit besluit."

-----

De kamer was samengesteld uit

|          |                       |                  |
|----------|-----------------------|------------------|
| de Heren | Y. KREINS,            | kamervoorzitter, |
|          | P. VANDERNOOT,        | staatsraden,     |
| de Dames | M. BAGUET,            |                  |
|          | A.-C. VAN GEERSDAELE, | griffier.        |

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. DELVAL, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS